

L'EUROPE EST LE PORTE-DRAPEAU DU CAPITAL

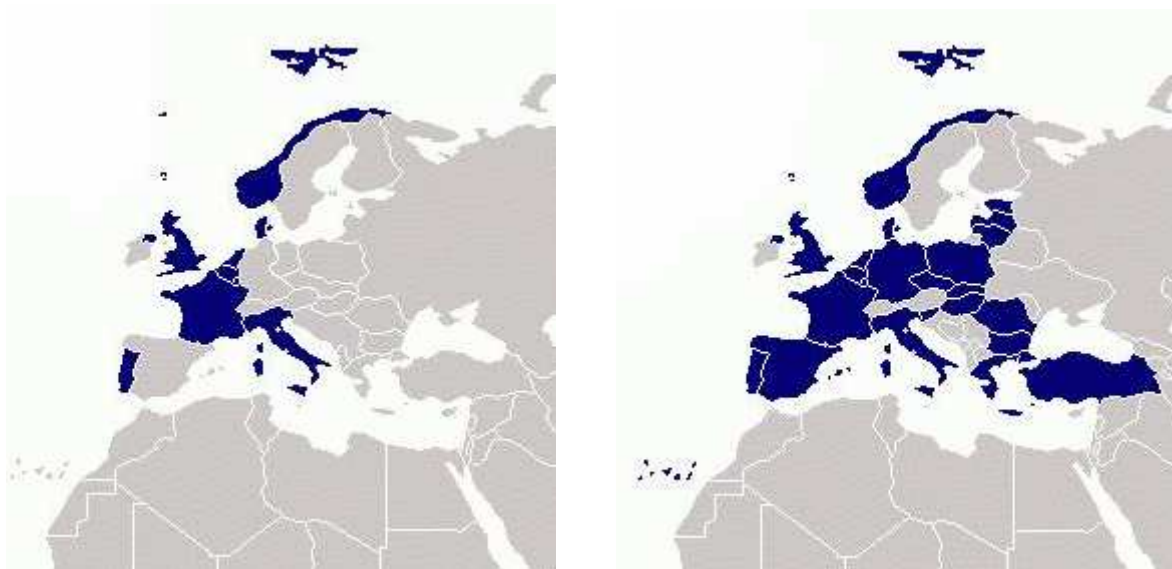
LES BASES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

La vieille Europe soutenue par le capital

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le continent européen est divisé territorialement et idéologiquement en deux camps: le capitalisme à l'Ouest et le socialisme à l'Est. Alors que les communistes accèdent au pouvoir dans les pays de l'Est, l'Europe occidentale (France, Benelux et Royaume-Uni) signe un traité à Bruxelles le 17 mars 1948 pour développer la collaboration en matière économique et de défense collective.

Signé le 3 avril 1948, le plan Marshall est le soutien financier que les Etats-Unis accordent à la construction ouest-européenne. Outre l'intérêt économique direct de la première puissance capitaliste, puisque des mesures contraignent les Européens à acheter «made in USA», cette aide dont près de 90% est sous forme de dons visera à empêcher l'effondrement économique des vieilles puissances impérialistes et à endiguer l'influence et les succès électoraux des partis communistes occidentaux.

La volonté de constituer un rempart au socialisme sera complétée par la création de l'OTAN, traité militaire signé à Washington le 4 avril 1949 réunissant toutes les puissances occidentales derrière l'impérialisme étasunien. Ce pacte d'agression militaire commune est toujours en vigueur 60 ans après sa fondation et s'est étendu aux pays de l'Est après 1990. La France qui s'était retirée du commandement militaire en 1966 vient de le réintégrer sous l'hospice de Nicolas Sarkozy.



Les pays européens membres de l'OTAN en 1949 (à gauche) et en 2004 (à droite)

Le 18 avril 1951, la France, le Benelux, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie instituent la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour favoriser les échanges de matières premières, pour dynamiser l'économie d'après-guerre et pour garantir à l'Europe une production autonome.

Il est important de bien comprendre l'origine de la construction européenne et sa détermination de limiter la progression du mouvement communiste international et de détruire l'Union soviétique. Le projet de la construction européenne se consolide sur la base du capitalisme et de l'impérialisme. Les vœux pieux sur une Europe sociale, de progrès et de paix sont bien éloignés des véritables motivations de l'Union européenne.

Restauration progressive du capitalisme dans le bloc socialiste

Les intentions de l'impérialisme sont claires. Dès que les travailleurs s'emparent du pouvoir pour construire une société socialiste, les armées de l'impérialisme s'unissent et tentent d'écraser sans aucune pitié les insurgés. C'est ce que les gouvernements impérialistes ouest-européens ont tenté d'accomplir suite à la Révolution d'octobre 1917 en fomentant la guerre civile en Russie.

La première république socialiste a résisté aux invasions étrangères, s'est affermi dans la période d'entre-deux-guerres et a étendu son influence en soutenant la lutte antifasciste et anticoloniale des peuples du monde entier. L'Union soviétique d'après la seconde guerre mondiale pouvait se féliciter d'avoir vaincu le nazisme et d'avoir protéger la propriété collective des moyens de production et la collectivisation des terres.

Malheureusement pour les travailleurs soviétiques et pour le mouvement communiste international, les dirigeants soviétiques post-deuxième-guerre, de Nikita Khrouchtchev à Mikhaïl Gorbatchev, ont semé les conditions pour rétablir le capitalisme.

En URSS et dans le bloc socialiste, des renoncements idéologiques furent progressivement concédés. Par exemple, l'autogestion des entreprises eut comme conséquences de mettre les travailleurs en concurrence et d'exiger que chaque entreprise participe à la croissance économique, alors que certaines entreprises indispensables pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs étaient inévitablement déficitaires.

Il y a eut aussi le transfert progressif de la propriété de certains moyens de production de l'Etat aux kolkhozes (coopératives de paysans). La modernisation de l'agriculture fut atteinte notamment grâce à la production de machines et de tracteurs. Ceux-ci étaient produits par la classe ouvrière et appartenaient à l'ensemble des travailleurs à travers la propriété d'Etat. Du moment que cette propriété est transmise à des coopératives, celles-ci doivent veiller à l'entretien puis au remplacement des machines, ce qui coûte très cher.

Plutôt que d'épargner pour la satisfaction des besoins des travailleurs, les kolkhozes et les entreprises d'Etat ont été obligés de capitaliser pour pouvoir affronter leurs nouvelles responsabilités économiques.

Révisionnisme soviétique et eurocommunisme

Les concessions idéologiques furent nombreuses, à commencer par celle impliquant la politique économique des régimes socialistes. Mais des théories encore plus néfastes jetèrent les bases de l'effondrement du bloc socialiste. La lutte de classes ne serait plus le moteur des transformations sous le socialisme. Ce qui fait que les ouvriers, les paysans ou les entrepreneurs soviétiques n'auraient plus de conflits de classes.

En façade, l'eurocommunisme se pose en contradiction avec le bloc socialiste, alors que les thèses défendues sont les mêmes à l'Est et à l'Ouest. Sous la chapelle du

révisionnisme et de l'eurocommunisme, les partis communistes à l'Est comme à l'Ouest ont abandonné toutes leurs références idéologiques.

Le socialisme ne nécessiterait plus d'une prise de pouvoir concrète par la classe ouvrière mais pourrait voir le jour après de longues années de lutte pacifique dans les parlements. Le concept de voie pacifique vers le socialisme ne diffère guère entre les partis communistes à l'Est ou à l'Ouest. La lutte pour la démocratie devient plus importante que celle pour le socialisme.

Qu'est-ce qui oppose finalement le révisionnisme soviétique de l'eurocommunisme?

A propos du terme «eurocommunisme», Enrico Berlinguer déclarait: «Ce terme n'a pas été choisi par nous-mêmes, mais le fait qu'il circule largement montre à quel point les pays de l'Europe occidentale aspirent profondément à voir s'affirmer et progresser des solutions de nouveau type dans la transformation de la société dans un sens socialiste.»¹

En effet, le terme eurocommunisme fut largement diffusé par la presse. Il est pour le moins naïf de penser que la presse diffusait par là un sentiment de large adhésion au communisme. Les bourgeoisies espagnole, italienne et française avaient tout intérêt à la mutation des PC occidentaux et à diviser le mouvement communiste international jusqu'à la rupture et le démantèlement du bloc socialiste.

Le Parti communiste italien, après s'être éloigné du marxisme-léninisme, prônait carrément le maintien de l'Italie dans l'OTAN. «Le maintien de l'Italie dans l'Alliance atlantique découle de la nécessité de maintenir l'équilibre des rapports de force dont dépend la sauvegarde de la paix en Europe et dans le monde.»²

Contre-révolution de velours



Mikhaïl Gorbatchev, Brian Mulroney et Margaret Thatcher, le 11 juin 2004 lors des funérailles de Ronald Reagan

La détente et la coexistence pacifique vont mener le bloc socialiste vers le rétablissement du capitalisme. En 1974, la Roumanie est le premier pays du bloc socialiste qui signe un accord avec la Communauté européenne, l'incluant dans le système de préférences généralisées, ce qui lui confère des subventions.

L'impérialisme tenta et réussit à démanteler le bloc socialiste en déstabilisant et en divisant un à un les régimes socialistes des Pays de l'Est. Par ses

subventions, la Communauté européenne stipendia la Roumanie, car celle-ci avait condamné les interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

¹ El movimiento comunista europeo frente al eurocomunismo: la conferencia de Berlín-Este, Rafael Calduch Cervera

² La politica e la organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, pp. 39-40.

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir en Union soviétique avec sa glasnost et sa perestroïka suscita l'espoir, surtout à l'ouest, réunissant un arc-en-ciel politique allant des eurocommunistes aux néolibéraux comme Reagan et Thatcher.

«Je suis un partisan convaincu de la perestroïka. C'est une idée hardie et très attrayante. Elle mène à une plus grande liberté pour les Soviétiques, elle inaugure la voie menant au progrès et à la prospérité. Je considère que l'Union soviétique remplit aujourd'hui une mission historique», dixit Margaret Thatcher en 1989.

Quelques mois après la chute du mur de Berlin, un économiste russe déclarait dans le bulletin officiel A.I. Novosti: «La République fédérale, puis l'Allemagne unifiée, pourrait diriger l'aide internationale vers le soutien de la perestroïka et du passage de l'URSS à l'économie de marché».³

«De la même manière que l'Europe a fourni le cadre nécessaire à la réconciliation franco-allemande, cette entente a été et continue d'être à la fois la condition préalable, la base et le moteur du processus d'unification.»⁴ déclarait le chancelier allemand Helmut Kohl en 1988.

En prônant l'unification allemande, et plus largement l'unification européenne, l'impérialisme a réussi d'une part, à isoler l'URSS et d'autre part a permis le rétablissement du capitalisme dans le bloc socialiste par l'infiltration et la diffusion des capitaux étrangers.

Le chancelier allemand Helmut Kohl promettait après la réunification que «personne ne vivra plus mal dans la future Allemagne». En 10 ans, la production industrielle dans l'ex-RDA diminua de moitié et 2.5 millions d'emplois furent détruits.⁵

Après la chute du mur de Berlin, les lendemains qui chantent?

Le 16 novembre 1989, notre camarade Jean Spielmann, à l'époque secrétaire général du PST, signait un éditorial de VO-Réalités, dans lequel il affirmait que «les peuples sont en marche, la démocratisation est désormais résolument à l'ordre du jour dans les pays socialistes».

Il poursuit en insistant sur le fait que «tous ceux qui sont attachés à la démocratie et au socialisme ne peuvent que se réjouir de cette accélération des réformes, de la chute du mur de Berlin, tombé sous la pression populaire ainsi que les décisions prises par le comité central du Parti socialiste unifié de RDA, de remplacer la symbolique du mur par un processus de réformes et l'organisation d'élections garantissant le vote secret, libre, démocratique et pluraliste» et que «cette nouvelle période ouvre de réelles et prometteuses perspectives d'un renouveau du socialisme».

Cet article conclut en posant la question «Et la construction de l'Europe! Quelle Europe désormais, celle des peuples, de tous les peuples, ou la leur, celle du fric, du capital et des multinationales?».

Un certain aveuglement a détourné le mouvement ouvrier «d'une analyse concrète d'une situation concrète». A l'Est et à l'Ouest, la perestroïka et la glasnost ont été applaudies. Ces réformes politiques et économiques ont malheureusement permis

³ L'URSS et la contre-révolution de velours, Ludo Martens

⁴ L'Europe est notre destin, Discours actuels. Présentation et traduction de Joseph Rovon, Editions De Fallois, Paris, 1989.

⁵ Où restent les paysages florissants, promis par le chancelier Kohl?, Norbert Pauglik, Etudes marxistes numéro 52

largement aux secteurs fascistes, capitalistes et religieux de s'exprimer librement alors que la censure condamnait les communistes authentiques qui réclamaient le renforcement de la démocratie socialiste, la démocratie pour les travailleurs.

Alors effectivement, si de nombreux communistes pensaient que les peuples étaient en marche, il était logique d'envisager que «la transformation de la société dans un sens socialiste», comme le pensait Enrico Berlinguer, et que de «réelles et prometteuses perspectives d'un renouveau du socialisme» pencheraient pour le développement d'une Europe des peuples.

Après deux décennies de privatisations du travail accumulé pendant des années par les ouvriers et les paysans est-européens, nous ne pouvons plus avoir aucun doute que les plans de l'impérialisme et de la CIA ont abouti grâce aux efforts combinés de la propagande capitaliste et de l'aveuglement d'une grande partie du mouvement ouvrier.

Eurocommunisme: échec et mat



Enrico Berlinguer, Santiago Carrillo et Georges Marchais (de gauche à droite) présentent à Madrid les lignes de l'eurocommunisme quelques jours avant la légalisation du PCE.

Le Parti de la gauche européenne se fonde en 2004 sans remettre en cause la déliquescence idéologique qui a tant affaibli le communisme et la gauche en général. Tout un processus idéologique et politique a conduit les partis communistes à fonder un énième parti «de gauche» au niveau européen.

L'eurocommunisme n'a pas pris l'ampleur souhaitée par ses fondateurs. Suite à des élections européennes catastrophiques pour la gauche et de calamiteux résultats électoraux pour le PCF, celui-ci décide de ne plus participer aux gouvernements socio-libéraux à partir de 1984 lorsque Laurent Fabius devient premier ministre.

De son côté, le Parti communiste italien est dissout en 1991. Achille Occhetto annonce dès le 18e Congrès en 1989 que «si un parti, face à des transformations de vaste portée et face à des faits qui changent l'ensemble du panorama politique global, décidait, de façon autonome et non à cause de circonstances extérieures, de donner vie, avec d'autres, à une nouvelle formation politique, alors oui, il s'agirait

d'une chose sérieuse, qui n'offenserait ni la raison ni l'honneur d'une organisation politique».⁶

Dès la chute du mur de Berlin et le rétablissement du capitalisme en URSS - des «transformations de vaste portée» - le PCI pourrait envisager de construire «une nouvelle force politique». Le «nouveau» parti démocratique de la gauche se fonde sur les cendres du Parti communiste italien.

L'eurocommunisme est un échec dans le sens qu'il n'a pas réussi à transformer complètement les partis communistes occidentaux en partis socio-démocrates. Par conséquent, le PCI a été détruit, que dire du PCE qui ne vit qu'à travers «Izquierda Unida» et le PCF est toujours en mutation...

THESES POLITIQUES DU 2^E CONGRES DU PGE

Imposture idéologique

Un imposteur est une personne qui trompe les autres en se faisant passer pour ce qu'il n'est pas. Le parti de la gauche européenne est une personne morale qui usurpe les idéaux d'un parti communiste et révolutionnaire.

Selon les thèses politiques du 2e Congrès du PGE se pose «une fois de plus la question: socialisme ou barbarie?». Dont acte. A la lecture de ses 22 pages, on n'aperçoit à aucun autre moment le mot socialisme. La gauche européenne donne uniquement un sens historique à la notion du socialisme. Aucun de ses dirigeants n'a le courage de prononcer haut et fort que ce dont les peuples d'Europe et du monde ont besoin c'est le socialisme. Il leur faut aller chercher une Rosa Luxembourg âgée aujourd'hui de 138 ans pour prononcer ce vilain mot.

La citation de la camarade Luxembourg est juste, mais elle doit être complétée par des thèses qui vont expliquer comment éviter le fascisme et comment prendre le chemin du socialisme au vingt-et-unième siècle. Plutôt que de réactualiser les concepts communistes, le PGE s'évertue à les renier en qualifiant la contradiction capital/travail de «vieille».

Il n'y aurait rien de plus vieux que la lutte des classes ou la dictature du prolétariat et rien de plus nouveau que la «création de nouvelles forces politiques».

Condamnation du communisme par l'Europe

L'ambition du PGE est «de lancer l'idée d'une alternative de gauche.» Ni plus ni moins. Cela suffira-t-il pour contrer la barbarie? Le 25 janvier 2006, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté par 99 voix contre 42 et 12 abstentions une motion de Göran Lindblad contre les régimes communistes et contre la lutte ouvrière car selon l'article 3 «les crimes ont été justifiés au nom de la théorie de la lutte des classes et du principe de la dictature du prolétariat»⁷.

Pour le PCF «le stalinisme est une perversion terrible d'un idéal communiste»⁸. Et pour Göran Lindblad «l'idéologie du communisme en tant que telle est perverse»⁹.

⁶ L'autodissolution du Parti communiste italien, Pierre Laroche

⁷ Etudes marxistes numéro 73

⁸ Déclaration du PCF sur le mémorandum anticommuniste présenté au Conseil de l'Europe Paris, le 18 janvier 2006

⁹ La Grande Époque mardi 7 février 2006

Evidemment, ce qu'il y a de vraiment pervers, comme le souligne le PCF par ailleurs dans sa déclaration, c'est mettre sur un même pied d'égalité le communisme et le nazisme. Pourtant ce qui est troublant, c'est que l'analyse du PCF sur le socialisme appliqué en URSS ressemble étrangement à celle de Lindblad et de ses amis négationnistes.



De nombreux pays membres de l'Union européenne tels que l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie interdisent l'existence ou l'action des partis communistes. La loi punit l'usage des symboles socialistes en Hongrie et en République tchèque.

Par contre, des rassemblements d'anciens légionnaires Waffen SS sont autorisés comme à Riga le 16 mars 2009. Ces anciens tortionnaires et criminels de guerre sont réhabilités, reçoivent allégrement des pensions militaires. Alors qu'une chasse aux sorcières antirusse et anti-communiste est organisée dans les pays baltes. En Lituanie, deux dirigeants du PC sont emprisonnés depuis 10 ans.¹⁰ Des phénomènes de réhabilitation nazie existent aussi en Finlande, en Pologne, en Roumanie, en Ukraine ou en Flandre. Le silence sur ces faits de toute la communauté européenne est révélateur.

L'Europe démocratique?

Comment penser que l'UE, avec des mesures si réactionnaires, puissent devenir une Europe sociale et démocratique? Le PGE veut «que le Parlement européen (seul acteur représentant la souveraineté populaire dans l'ordre institutionnel actuel de l'Union européenne) et les parlements nationaux soient réellement acteurs des décisions qui concernent le devenir institutionnel et politique de l'Europe.»¹¹

Le parlement européen, «si démocratique et légitime» qu'il soit, est capable non seulement d'approuver un rapport Lindblad, mais poursuit la politique du grand capital plus aisément que dans les parlements nationaux.¹² C'est pour cela qu'élargir les pouvoirs du parlement européen est contraire à la souveraineté nationale et populaire.

Le PGE demande «qu'un véritable débat associant les peuples sur le contenu du nouveau traité ait lieu avant toute décision et que sa ratification se fasse par référendum dans tous les pays de l'Union européenne.» Alors que certains peuples européens ont déjà pu se prononcer par référendum et ont refusé le Traité constitutionnel, l'UE veut passer outre les décisions populaires. Il faudrait plutôt se poser la question de comment la contraindre à suivre et à appliquer la voix des peuples?

Ainsi il ne faut pas s'étonner qu'il y ait «crise de légitimité de la politique met[tant] en danger le processus d'intégration européenne. La confiance dans les institutions européennes n'a jamais été aussi faible.» Comment le PGE peut-il protester contre l'attitude peu démocratique de l'UE et en même temps s'inquiéter et se surprendre que le processus d'intégration européenne soit en danger?

¹⁰ Etudes marxistes numéro 73

¹¹ Thèses politiques du 2^e Congrès du PGE

¹² La matrice idéologique des «euroconstructivistes», Collectif «Idéologie européenne», 1er mars 08

Peut-être parce que selon ses statuts, le PGE «vise à promouvoir un travail de relations publiques européen qui soutienne activement la formation d'une entité européenne» à tout prix, indépendamment de l'idéologie qu'elle véhicule. De plus, l'existence du PGE est garantie par des subventions des institutions communautaires.¹³

«Le Parti de la gauche européenne a été le seul acteur politique du continent à présenter une position unitaire sur le traité constitutionnel européen.»¹⁴ Que dire alors de certains anciens députés européens élus sur la liste du PCF «Bouger l'Europe», comme Geneviève Fraisse qui ont appelé à voter Oui au traité constitutionnel européen lors du référendum français en 2005?

L'Europe de paix?

«Il est inacceptable que l'Europe soit toujours incapable d'agir fortement sur la scène internationale contre la guerre.»¹⁵ Si l'intervention en Irak a vu se former une coalition France-Allemagne-Russie contre la guerre, ce n'est absolument pas pour des raisons humanitaires. Envisager que l'Europe du capital puisse agir en faveur de la paix dans le monde est irréaliste.

Le PGE s'oppose «fermement à toute solution militaire et au bras de fer à propos du nucléaire avec l'Iran.» Mais «la Gauche européenne est également concernée par les tentatives actuelles des cercles dirigeants de l'Iran de réprimer les forces qui agissent pour la démocratisation de la société iranienne.»¹⁶ L'attitude qui condamne les visées impérialistes mais qui reprend à son compte les arguments des belligérants, ce «oui mais», est une position incohérente quant à l'autodétermination des peuples et à la sauvegarde de la paix.



Slobodan Milosevic, Président de Serbie, Franjo Tudjman, Président de Croatie et Alija Izetbegovic, Président de Bosnie-Herzégovine, signent l'accord cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, en présence de Felipe Gonzalez, Bill Clinton, Jacques Chirac, Helmut Kohl, John Major et Viktor Tchernomyrdine. Conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, Palais de l'Elysée, 14 décembre 1995. Cela n'a pas suffi à l'impérialisme!

«L'Union européenne a une responsabilité particulière pour contribuer à la paix sur l'ensemble de notre continent. Cela doit impliquer des initiatives réelles pour surmonter les conséquences des guerres en ex-Yougoslavie, les premières en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Les évolutions actuelles au Kosovo sont liées aux politiques erronées de l'Union européenne contre l'ex-Yougoslavie. Nous condamnons toute négociation unilatérale sur le statut futur du Kosovo.»¹⁷ Au moment crucial, où il faudra que les communistes s'opposent féroce-ment à la guerre, est-ce que la gauche européenne agira comme elle l'a fait lors des bombardements de la Yougoslavie?

¹³ Qu'est-ce que le Parti de la Gauche Européenne?, Collectif «Idéologie européenne»

¹⁴ Thèses politiques du 2^e Congrès du PGE

¹⁵ ibidem

¹⁶ ibidem

¹⁷ ibidem

En 1999, Oskar Lafontaine explique qu'«il n'existe absolument aucun doute que Milosevic conduit une politique criminelle qui doit faire l'objet de poursuites, et d'une condamnation. Il ne fait aucun doute que tout doit être tenté pour mettre un terme à cette politique criminelle. Et il faut saluer le fait que la communauté des États occidentaux s'y essaie, qu'elle s'y engage. Pour autant, nous sommes dans l'obligation de porter une réflexion critique sur ce qui a été fait pour savoir si les décisions prises étaient justes.»¹⁸ Cette analyse accrédite la propagande impérialiste des USA et de l'OTAN qui veut faire passer son appétit vorace comme une action humanitaire.

Les «partenaires américains doivent savoir que nous considérons la mise à l'écart de l'ONU comme une faute.»¹⁹ Cependant Oskar Lafontaine a finalement «voté, en tant que président du SPD, en faveur du texte parce qu'il n'aurait pas été responsable de stopper ou de changer toute la démarche mise au point par les gouvernements européens et les États-Unis en l'espace de quelques jours.»²⁰

Il s'explique en disant que «l'actuel engagement militaire n'était justifiable que si l'on était bien certain qu'après quelques frappes on obtiendrait, comme il y a quelques années, une signature de Milosevic. Et que cette signature mettrait un terme aux actions de guerre.»²¹

Finalement, l'actuel dirigeant de Die Linke «salue le fait que le chancelier fédéral ait introduit la nécessité d'un plan Marshall dans la discussion, que l'on se pose maintenant la question de reconstruire ce qui a été détruit.»²²

Quelle crédibilité peut-on accorder aux déclarations du PGE lorsqu'on étudie l'attitude d'un de ses principaux dirigeants en relation à la guerre contre la Yougoslavie?

«De nouvelles guerres ne seront pas faites, comme on le prétend, pour les droits de l'homme, la démocratie et le désarmement, mais pour le pétrole, pour les marchés, pour un nouveau partage du monde en fonction d'objectifs impérialistes. Le danger est très grand pour l'Europe de s'impliquer de plus en plus dans de tels conflits.»²³ Les guerres ont toujours une raison économique, n'en déplaise aux pseudo-communistes qui croient sur parole les informations des médias de masse!

Il est clair que l'UE, en étroite collaboration avec l'OTAN, participe à l'escalade de l'armement à échelle planétaire. L'UE veut obtenir une position militaire de premier plan sur l'échiquier géostratégique mondiale et participer davantage aux guerres actuelles et futures qui seront menées.

CONCLUSION

La construction européenne est clairement un projet qui vise à dépouiller les travailleurs de leurs acquis sociaux et les peuples de leur souveraineté. Le boycott des élections de l'Europe du capital ou la sortie de certains pays de l'UE sont les meilleurs moyens, d'une part pour affirmer une claire opposition aux pratiques

¹⁸ Pour que cessent les bombardements, Oskar Lafontaine, L'Humanité 7 mai 99

¹⁹ ibidem

²⁰ ibidem

²¹ ibidem

²² ibidem

²³ Thèses politiques du 2^e Congrès du PGE

antidémocratiques et d'autre part pour renforcer la souveraineté et la volonté populaire. Alors que les peuples se méfient à raison de la construction européenne, la participation aux élections européennes par le PGE représente une stratégie qui renforce les institutions bourgeoises de l'UE capitaliste. Partant, elle décourage la lutte de classe menée par les travailleurs sur le plan local et national, puisqu'ils doivent en plus organiser la lutte contre la concentration du pouvoir de l'Europe sur le plan supranational.



Des émeutiers ont pris d'assaut la présidence à Chisinau le 7 avril 2009

Les adhésions des pays de l'Est à l'Union européenne la rapproche de plus en plus des frontières russes. Les contre-révolutions colorées ont succédé à celles de velours. Nous avons pu être témoins d'une tentative de coup d'Etat en Moldavie, comme un flashback des événements du 22 décembre 1989 à Bucarest²⁴, en raison des bons résultats électoraux du Parti communiste.

Le socialisme est un projet qui dégoutera perpétuellement les démocrates européens. Que le pouvoir soit pris à travers les instruments bourgeois ou par une forte mobilisation populaire, que la transition au socialisme se fasse pacifiquement ou pas, l'impérialisme imposera toujours son veto par la violence sans se gêner de considérations humanistes.

Un soutien inconditionnel doit être apporté au peuple travailleur et paysan de Moldavie et à son représentant le Parti des communistes de la République moldave. Nous ne pouvons plus prétendre que ces bouleversements sont motivés par une aspiration à plus de démocratie. Nous devons être capables d'y voir la main de l'impérialisme, de la CIA et de la NED²⁵.

Le Parti Suisse du Travail doit tisser des liens forts avec chaque parti communiste de l'Europe et du monde pour transmettre un message de reprise en main idéologique pour affronter les situations difficiles à venir en ce début de siècle.

En effet, quelle attitude adopterons-nous si une guerre éclate contre l'Iran, la Syrie, la Russie, la Chine ou la Corée du Nord? Est-ce que nous allons nous taire ou rester immobile comme nous l'avons si souvent fait? Ou est-ce que nous allons enfin remettre en cause la suprématie de la bourgeoisie et de l'Europe du capital?

Comment allons-nous réagir aussi à la création de «nouvelle force politique» de Gauche? Paradigme franchement encouragé par le PGE. Pouvons-nous consentir à ce que le PGE contribue lui aussi à l'isolement des communistes en admettant dans ses rangs des partis qui concurrence au niveau national des partis communistes, comme en Grèce et au Portugal?

²⁴ Le 22 décembre 1989, un rassemblement d'opposants au socialisme envahissent le bâtiment du Comité central où Ceausescu présidait une réunion.

²⁵ National Endowment for Democracy (NED). Son but est d'aider à promouvoir de par le monde la «démocratie» en soutenant financièrement et en encadrant des associations, des partis politiques et des syndicats.

Finalement, l'Union européenne n'est pas réformable. Les communistes ne peuvent pas envisager de transformer la communauté européenne alors que chacun des pays membres défend un système économique capitaliste. Si les communistes ne posent pas la question de la prise du pouvoir par les travailleurs, il sera impossible d'entrevoir une alternative socialiste, que ce soit dans le cadre national ou européen. Le développement du socialisme en Europe dépend aussi de la capacité des communistes à rester unis et à développer des thèses révolutionnaires.

Le socialisme par en bas, ça ne veut pas seulement dire un socialisme participatif, ça veut aussi dire que le socialisme ne peut pas être développé depuis le Parlement européen par les élites, mais que le cadre national donne encore une grande marge de manœuvre pour initier les premières mesures menant au socialisme.

La pratique de presque soixante années de construction européenne a démontré que le capitalisme est très bien enraciné dans les structures politiques et idéologiques du continent européen. Il ne suffit pas d'insuffler quelques idées attrayantes sur la démocratie, sur la paix ou sur le progrès social pour que les peuples européens se mettent en marche. Ce sont les conditions objectives qu'il faut étudier pour entrevoir et développer une stratégie cohérente et durable. Car adhérer à l'UE pour adhérer à l'UE n'a absolument aucun sens. Nous devons nous prononcer sur cette adhésion en analysant si cela va nous rapprocher de la voie au socialisme ou non.

De notre côté, un PGE sans contenu et réflexion idéologique, incapable de s'opposer fermement à la guerre ou au Traité de Lisbonne, divisant carrément le mouvement communiste européen, et de leur côté une alliance atlantique renforcée, une condamnation du communisme et une réhabilitation d'anciens fascistes, une suprématie européenne balayant tous les principes démocratiques et tous les acquis sociaux des travailleurs.

Par conséquent, le Parti Suisse du Travail doit s'opposer à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, doit informer la population suisse de toutes les manœuvres antidémocratiques, antisociales et belligérantes de l'UE, soutenir les peuples qui s'opposent à la construction de l'Europe du capital et qui souhaitent sortir de l'UE.

Signataires

Esteban MUNOZ

Cecilia TOLEDO